

Plus d'investissements pour détruire la nature que pour la protéger

Perrine Mouterde

Quand 1 dollar va à la protection de l'environnement, 30 financent sa destruction, selon un rapport des Nations unies publié jeudi

En janvier 2020, un rapport du Forum économique mondial alertait sur le fait que plus de la moitié du produit intérieur brut mondial dépend de la nature et des services qu'elle fournit, tels que la pollinisation, la régulation du climat ou la prévention des crues. La destruction de la biodiversité a des impacts sur la plupart des entreprises, insistait le document, parce qu'elle affecte leurs opérations, leurs chaînes d'approvisionnement et leurs marchés, et l'effondrement des écosystèmes est l'une des principales menaces pour l'humanité.

Six ans plus tard, alors que les principaux responsables politiques et économiques sont réunis à Davos, en Suisse, un chiffre, publié jeudi par le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) devrait les interpeller : pour chaque dollar dépensé afin de protéger l'environnement, 30 dollars (25,60 euros) sont encore investis, à l'échelle mondiale, dans des activités qui le détruisent.

Dans le contexte actuel de vives tensions géopolitiques, le sujet n'aura pas été une priorité du Forum économique mondial, qui s'achèvait vendredi 23 janvier. Le rapport du PNUE rappelle toutefois l'importance de prendre à bras-le-corps cette question. « *La majeure partie de notre économie dépend de notre environnement. Or, nous continuons à éroder ce que j'appellerais notre compte bancaire collectif*, insiste Ivo Mulder, expert du financement environnemental au PNUE. *Il faut aller au-delà des abeilles et des arbres pour intégrer la nature dans des secteurs comme l'immobilier, les infrastructures ou l'industrie et envisager une manière différente de travailler avec elle, au lieu de la considérer comme un élément extérieur.* »

Les progrès se font attendre

« *Si l'on suit la piste de l'argent, on se rend compte de l'ampleur du défi qui nous attend*, a aussi déclaré Inger Andersen, la directrice exécutive du PNUE. *Nous pouvons soit investir dans la destruction de la nature, soit œuvrer à sa restauration ; il n'y a pas de juste milieu.* » Selon ce rapport, le montant des financements directement nuisibles à l'environnement a atteint 7 300 milliards de dollars en 2023, quand les investissements dans des actions favorables à la nature atteignaient 220 milliards de dollars.

Dans la première catégorie, les investissements publics ayant un impact négatif direct et majeur ont pesé 2 400 milliards de dollars. Ils concernent en premier lieu le secteur des combustibles fossiles, devant ceux de l'agriculture et de l'eau. En 2023, le montant global de ces subventions publiques néfastes a diminué de 18 % par rapport aux niveaux historiquement élevés de 2022 : la crise énergétique mondiale liée à la guerre en Ukraine avait conduit de nombreux gouvernements à prendre des mesures de protection des consommateurs pour faire face à la flambée des prix du pétrole et du gaz. Mais ces financements restent encore largement plus élevés qu'en 2020.

Si les subventions néfastes sont identifiées de très longue date comme l'un des principaux obstacles à la lutte contre les crises environnementales, les progrès en la matière se font toujours attendre. « *De telles réformes sont politiquement délicates, car elles touchent souvent des industries ou des groupes puissants qui profitent du statu quo et résistent au changement*, explique le PNUE. *La suppression des subventions peut augmenter les coûts pour les consommateurs ou les producteurs à court terme, ce qui la rend impopulaire auprès du public, à moins que des alternatives ou des mécanismes de compensation bien conçus ne soient mis en place.* »

Les investissements privés nuisibles à la nature, eux, ont représenté en 2023 près de 5 000 milliards de dollars, essentiellement dans l'industrie, l'énergie et les matériaux. Le rapport note toutefois qu'ils ont diminué de 48 % en quatre ans dans le secteur du pétrole et du gaz, cette évolution reflétant les changements en cours dans le secteur de l'énergie et l'essor spectaculaire des énergies renouvelables.

Réussir à inverser la tendance

Ivo Mulder précise qu'il existe des effets d'entraînement entre financements publics et privés. « *Si vous subventionnez l'épuisement des nappes phréatiques en n'imposant pas un prix de l'eau assez élevé, vous encouragez aussi la surexploitation des ressources pour l'irrigation, ce qui conduit aussi à épuiser davantage les nappes*, détaille-t-il. *Et en baissant artificiellement le prix des combustibles fossiles, vous diminuez aussi le coût des engrais.* »

Les financements en faveur de la nature, de leur côté, relèvent à 90 % de la sphère publique. Toujours largement insuffisants, ils ont néanmoins augmenté ces dernières années pour atteindre leur plus haut niveau et bénéficient essentiellement au champ de la protection de la biodiversité et des paysages.

Au-delà de l'état des lieux, le rapport dresse des pistes pour réussir à inverser la tendance, notamment en actionnant par étapes les leviers de la réglementation et de la fiscalité. Il donne aussi des exemples d'initiatives réussies, du reboisement de terres dégradées au Costa Rica grâce à l'introduction d'incitations financées par une taxe sur les combustibles fossiles à la transition énergétique au Danemark, mise en place grâce à des systèmes de taxes et de tarifs d'achat de l'électricité.